



**Un enfant joue sous une toile de branchements électriques illégaux, dans le bidonville de Jardim Pantanal, à Sao Paulo, le 14 mai 2001. Le Brésil est en pleine crise énergétique, avec des pannes de courant à la grandeur du pays.**

Coalition de gauche avec des éléments chrétiens-démocrates, *Frente Amplio* est en croissance depuis 1984, moment de la chute de la dictature militaire. Le chirurgien Tabaré Vasquez, chef du *Frente Amplio* et maire de Montevideo, la capitale, et l'architecte Manuel Arana, du même parti, voient leur popularité croître et envisagent même la conquête du pouvoir au niveau du petit pays en 2003. Un espoir pour le peuple uruguayen?

Au Brésil, l'existence d'immenses propriétés de centaines de milliers d'hectares souvent aux mains de trans-nationales, alors

(que des millions de paysans sont sans ressource aucune, démunis dans un sens absolu) est considérée par le *Movimento sem terra* (MST), le Mouvement des sans-terre, comme une forme de violence institutionnelle. Le mouvement lui répond par des occupations de terres, violentes par endroits. Ensuite les terres sont distribuées à des familles pauvres. Fondé en 1984, le MST admet ouvertement utiliser des méthodes au bord de l'illégalité.

Les forces de gauche au Sud se composent aussi de ces mouvements sociaux qui agissent en dehors des partis, en rupture de ban avec la démocratie représentative. Cette démocratie, qui serait une condition de la création de la Zone de libre-échange des Amériques, si l'on en croit la déclaration des 34 chefs d'État réunis à Québec pour leur Sommet au printemps 2001, ne peut se résumer à une poignée de slogans. La vie est plus subtile que cela. □

vention systématique de l'exécutif de la ville dans le pilotage des demandes au budget (qui se targue de favoriser la participation par « l'auto-organisation populaire ») et le nombre limité de participants dans les assemblées de nomination des représentants au budget. Les experts dénoncent aussi la présence d'anciens fonctionnaires du budget dans les assemblées de base et, surtout, le nombre excessif de forums, d'assemblées et de groupes de travail autour du budget. Selon des critiques de l'opposition, les mêmes personnes vont à plusieurs réunions, dans diverses circonscriptions. Un journaliste qui avait écrit sur le colloque universitaire perdait son emploi deux semaines après la par-

tion, dans *Zero Hora*, de son article essentiellement descriptif.

Maintenant, le budget participatif est introduit à l'échelle de l'État de Rio Grande do Sul. Divers partis d'opposition dans le parlement d'État, à Porto Alegre (des représentants du Parti travailliste, le député Bernardo de Souza, du Parti populaire socialiste [PPS], divers députés du parti social-démocrate PMDB) en critiquent la pratique. L'opposition parlementaire vilipende le noyau de l'administration de l'État par le budget participatif, la création de structures parallèles de contrôle à tous les niveaux municipaux. Selon Gerson Queiroz, porte-parole du Parti du mouvement démocratique du Brésil (PMDB),

qui se décrit de centre-gauche, mais est dénoncé comme « réactionnaire de droite » par le PT : « Cinq cents maires ont perdu le pouvoir de décision sur la santé, l'infrastructure, la sécurité publique et l'éducation. Le gouvernement PT de l'État répond aux maires : "Allez discuter de vos réclamations avec les fonctionnaires du budget participatif". »

Mais toute critique externe au PT du budget participatif tel qu'il se pratique (et qui est supposé toujours évoluer, « car il n'existe que depuis 12 ans », au dire du PT), est attribuée à la mauvaise foi ou aux tendances réactionnaires de ceux qui posent des questions. Où est donc le débat démocratique que le PT dit, haut et fort, promouvoir? □